



Réseau des professionnels
en Centres culturels asbl
www.astrac.be

Journée de rencontres professionnelles
« Les Centres culturels, lieux d'action citoyenne... et politique ? »
26 janvier 2016 – La Marlagne

COMPTE-RENDU & ECHOS du CAFÉ CITOYEN « Engageons-nous ! »

Animateurs : Steve Bottacin (artiste, animateur de débats) et Delphine Masset (Centre culturel de Dison)

Avec : Saskia Simon (Tout Autre Chose)

Rapport par: Steve Bottacin

Participants inscrits* :

* La liste ne contient que les participants formellement inscrits au Café citoyen. Plusieurs autres participants à la journée de rencontres les ont rejoint spontanément le jour même, ce qui a au moins doublé le nombre total de participants.

Ioana ANGHEL (L'Entrela – CC Evere)
Audrey BONHOMME (CC Verviers)
Marie-Aude BREYNE (CC Comines-Warneton)
Nathalie CACCIALUPPI (CC Aiseau-Presles)
Marie CAMOIN (Concertation des Centres culturels bruxellois)
Stéphane COLLARD (Action Sud – CC Viroinval)
Justine DANDOY (CC Arrondissement de Huy/ASTRAC)
Eléonore DEFREYNE (CC Aiseau-Presles)

Stéphanie DEHEZ (CC Stavelot)
Claire HUBERT (CC Nassogne)
Sophie LOISSE (CC Fleurus)
Christophe LOYEN (CC Chênée/ASTRAC)
Catherine SCUROLE (CC Theux)
Françoise SERVAIS (CC Stavelot)
Morfula TENECETZIS (CESEP)
Alain THOMAS (CC Bertrix)
Thierry WENES (CC Fosses-la-Ville)
Bénédicte WILLIOT (L'Entrela – Evere)
Jérôme WYN (CC Dison)

Présentation de l'initiative

Dans le contexte difficile d'aujourd'hui, que faites vous pour défendre votre Centre culturel ou le travail culturel? Comment ensemble renforcer la défense de notre secteur et de la culture? Ou d'autres combats de société, sont-ils plus urgents aujourd'hui?

Ensemble, faisons le bilan de notre militantisme et des actions entreprises ces derniers mois pour envisager, voire concrétiser de nouvelles façons de s'engager.

Compte-rendu et échos

Le Café citoyen « Engageons-nous » s'est tenu de 14h15 à 16h00. Il a réuni une trentaine de participants (beaucoup plus que prévu).

L'objectif fixé par l'ASTRAC était de faire émerger, dans la mesure du possible, des actions concrètes, portées par les participants, pour défendre l'avenir des Centres Culturels dans un contexte très difficile.

Dans le temps imparti, il n'a pas été possible de dégager un consensus autour d'une ou plusieurs actions concrètes.

En revanche, le Café Citoyen a fait émerger :

- **plusieurs émotions qui ne s'étaient pas exprimées** dans la plénière du matin, et qui ont pu se formuler plus facilement dans un cadre plus restreint (et après le départ du représentant de la Ministre).
- **plusieurs contradictions/clivages** qui traversent les participants rassemblés (et peut-être, plus largement, les professionnels des Centres Culturels représentés par l'Astrac).
- **plusieurs pistes d'actions proposées par les participants** (soit dans le prolongement des actions déjà menées par l'ASTRAC et la plateforme socioculturelle, soit dans de nouvelles directions).

Ce compte-rendu se divise en 5 parties :

- I. Ressentis après la Plénière de la matinée
- II. Regards sur les actions passées et futures de l'Astrac
- III. Contradictions & clivages au sein des participants
- IV. Actions proposées par les participants.
- V. Conclusion

I. Ressentis après la plénière de la matinée

Le « Café Citoyen » a commencé par un tour de table (prise de parole libre), où chacun était invité à exprimer ce qu'il souhaitait, en lien avec le contexte général, avec sa situation particulière ou en lien avec la Plénière de la matinée.

Cette méthode a plusieurs avantages : les personnes qui prennent la parole sont écoutées et entendues ; les interventions de l'un(e) se nourrissent des interventions de l'autre. La méthode a aussi des inconvénients : les plus timides s'expriment moins ; la discussion peut tourner au ping-pong contradictoire.

Ici, ce premier tour de table a surtout permis de laisser s'exprimer des émotions contenues par certain(e)s participant(e)s.

Un premier participant exprime une forme de colère par rapport au déroulement de la matinée : selon lui, « *Un mouvement de parole spontané était en train d'émerger de la salle, puis il a été cadenassé pour rester dans le planning prévu* ». Pour ce participant, il y a eu un « *manque d'audace* » (de lui-même et de tous) : cela est le signe que « *nous nous cadenassons nous-mêmes : c'est pour ça que nous nous laissons cadenasser (par le cabinet)* ». »

Un autre participant lui répond : « *Le cadenas, c'est toi qui te le mets : nous sommes libres de prendre la parole et de dire ce que nous voulons* ». »

Dans la foulée, un troisième participant observe : « *Après un sursaut, nous avons finalement accepté d'écouter un discours lénifiant, que nous refusons... Nous tolérons de plus en plus des discours contraires à nos valeurs. Au final, quelles valeurs est-ce que nous incarnons encore ? Est-ce que nous voulons encore vraiment "faire le plus grand bien possible au plus grand nombre possible" ?* »

D'autres participants protestent : ils ont le sentiment d'incarner les valeurs humanistes défendues par les Centres Culturels, dans leur travail, au quotidien. Pour une participante, « *chacun peut faire quelque chose à son niveau pour incarner ces valeurs* », c'est là que ça commence : par exemple en allant au contact et à l'écoute de jeunes « *en plein décrochage identitaire* ».

Quelqu'un a l'impression que « *ce genre de journée tourne en rond, avec toujours plus d'émotionnel suite à une frustration croissante* ». Il parle de « *désillusion annuelle* ». Est-ce qu'on peut « *avancer en tournant en rond, en décrivant une (vague) spirale* » ? Pas sûr. Pour lui, il faut revoir le déroulement de ces journées de rencontre.

Un autre dit qu' « *il est temps de réfléchir à des actions d'un autre ordre : par exemple une présence en rue (manifestations, ...)* »

Certains ne sont pas d'accord avec cette piste, à laquelle ils ne croient pas ou qu'ils ne souhaitent pas suivre.

Une participante élargit le point de vue : les difficultés rencontrées par les Centres Culturels doivent être replacées dans un contexte général : « *Nous vivons dans un monde en transition* ». Elle renvoie à une remarque faite le matin par quelqu'un en plénière : « *Si, à la place des professionnels des Centres Culturels, c'étaient des médecins ou des infirmières qui étaient rassemblés, ils tiendraient le même type de discours, car c'est la société entière qui évolue d'une façon problématique.* »

Autre remarque de portée plus large (par Saskia Simon, du mouvement *Tout Autre Chose*) : « *En général, nous pensons le rapport au politique d'une manière dépassée... Du coup, on continue de venir à la concertation dans un rapport de force défavorable. Il faut commencer par changer ce rapport de forces, sinon continuer à rencontrer la Ministre ne sert à rien. Ne pas modifier ce rapport de force revient à donner une carte blanche au Politique pour continuer à gouverner comme ils le font.* » Changer le rapport de force, c'est ce que visent notamment les mobilisations collectives de *Tout Autre Chose*.

Un participant exprime ses doutes : la grande manifestation de décembre 2014 avait rassemblé 100.000 personnes à Bruxelles... sans effet sur les dossiers contestés.

Un autre demande dans la foulée : « *Est-ce que le monde politique est toujours notre interlocuteur ?* » Les hommes et femmes politiques sont de plus en plus à la fois exhibés et pris à partie, notamment dans les médias... Est-ce encore eux qu'il faut « viser » ?

II. Regards sur les actions passées et futures de l'ASTRAC

Avant d'entendre les propositions d'actions des participants, il était important de connaître leur regard sur les actions menées jusque là par l'ASTRAC et plus largement par la Plateforme socioculturelle, notamment depuis mai 2015.

Concrètement, dans les derniers mois, l'ASTRAC a beaucoup investi dans les actions intersectorielles et dans la représentation des équipes au sein de groupes de réflexion de la FWB. Comment le secteur le perçoit-il?

Cette question est importante car les moyens de l'ASTRAC sont très limités : si l'équipe est mobilisée dans une voie, elle ne peut pas l'être dans une autre...

Actions à poursuivre

Certaines actions portées par l'ASTRAC sont saluées par les participants, notamment :

(1) Développer les liens et les actions de la Plateforme Socioculturelle :

- Elle permet de « *rassembler des énergies, justement dans un monde en transition de manière globale* ».
- Elle permet aussi de « *sortir des seules revendications sectorielles* », car à lui tout seul, le secteur pèse peu de choses (en termes d'emplois, de poids des actions, ...)
- Pour un participant, c'est bon de s'élargir : « *il faut surtout éviter de défendre uniquement des revendications sectorielles, car alors on est très vite discrédité par le politique : qui nous décrit comme des « corporatistes » défendant des « privilèges* ».

(2) Continuer à défendre fermement le nouveau décret et sa mise en application.

De l'avis général, le nouveau décret est bon, et permet notamment d' « *incarner les valeurs qui sont les nôtres* » (voir ci-dessus). Il faut obtenir son application.

A qui la faute si ce décret n'est pas appliqué ? A ce sujet, les analyses divergent.

→ Pour une participante, « nous avons un putain de bon décret, mais pas porté par la Ministre, qui privilégie la Culture avec un grand C. »

→ Pour un autre, ce n'est pas une question de ministre : le non financement du décret était prévisible — et d'ailleurs prévu lorsqu'il a été mis en chantier et voté en fin de législature : « Nous avons choisi de mettre en avant un texte ambitieux, en sachant qu'il poserait des problèmes de financement lors de la nouvelle législature, quelle qu'elle soit. »

Quoi qu'il en soit, aucun participant ne propose une mise en œuvre partielle ou retardée du décret. Au contraire, le souhait général est clairement de ne pas abandonner la revendication d'une mise en œuvre pleine et entière du décret.

(3) Promouvoir la visibilité des Centres Culturels

Certains participants saluent les efforts pour rencontrer les politiques et leur faire connaître/comprendre la réalité des Centres Culturels.

Certains saluent les quelques retombées médiatiques. (D'autres trouvent que l'impact médiatique n'est pas très important, voire insuffisant).

Actions à développer

De nombreux participants ont exprimé la volonté de prolonger certaines des actions déjà menées par l'ASTRAC, ou d'en développer d'autres :

(1) Promouvoir la visibilité des Centres Culturels dans les médias

Pour certain(e)s, la situation et les revendications des Centres Culturels n'ont pas ou pas assez d'écho dans les médias.

Une idée : les « Journées Pro » pourraient être, chaque année, une bonne occasion de solliciter les médias et/ou de développer tous ensemble une stratégie médiatique (voir ci-dessous).

(2) Promouvoir la visibilité des Centres Culturels « dans la rue »

Pour d'autres, la promotion des CC s'est orientée surtout vers le monde politique... alors qu'il faudrait les rendre encore beaucoup *plus visibles auprès de la population*. Il faut donc promouvoir la visibilité des Centres Culturels *dans ces deux directions*.

Quelqu'un dit : « Il faut bien définir la cible » (politique, média et/ou population).

En effet, selon plusieurs personnes, une grande partie de la population continue de ne pas savoir ce que c'est qu'un Centre Culturel et à quoi il sert. Le résultat est que la plupart des gens continuent d'associer « Culture » avec « Opéra », et rangent les CC dans cette catégorie de « Culture Majuscule ».

A l'inverse, quand la population découvre le CC sous d'autres aspects, cela donne des très bons résultats — voir le récit du rôle du CC à Walcourt lors de l'arrivée de réfugiés.

Dans un premier temps, dit quelqu'un, il pourrait suffire d' « aller à la rencontre des gens, dans la rue, et de leur demander : C'est quoi la culture, pour vous ? » On initie un rapprochement à partir de là.

Un participant se demande même s'il ne serait pas temps de « trouver un autre nom pour les Centres Culturels », qui renvoient toujours à cette « Culture Majuscule ».

Un autre soulève qu'en plus, aujourd'hui, la confusion est entretenue par le voisinage d'institutions comme « Centre Culturel », « Point Culture », etc.

(3) Renouveler la « Journée Pro »

Plusieurs personnes ont exprimé une certaine frustration à propos de la « Journée Pro » et de ses retombées (voir ci-dessus les « Ressentis après la Plénière » ; voir aussi certains propos en privé).

Une participante dit que « je sors toujours un peu déçue de ces journées, parce que j'ai toujours l'impression qu'il va se passer quelque chose... et puis finalement non ! »

Une remarque approuvée par plusieurs : « *Après la journée, chacun repart dans sa gestion quotidienne. Comment faire pour capitaliser ce qui a été dit/échangé entre nous tous pendant la journée ?* »

Une participante relève une différence entre le secteur des Maisons de Jeunes et celui des CC : « On se parle plus entre Maisons de Jeunes différentes, avec des assemblées et des contacts récurrents. » A l'inverse (sauf quand il y a des liens pour des questions de gestion et de programmation), il y a beaucoup moins de liens permanents entre CC. : « *On ne se parle pas beaucoup* » le reste de l'année.

NB : Quelqu'un nuance, en précisant que « *ça dépend de quel CC on a, de sa taille, de sa situation, des choses qui existent déjà sur place en matière de réseau, etc.* »

→ Concrètement, certains proposent des pistes pour que la « Journée Pro » serve à plusieurs nouvelles choses :

Une participante propose que la Journée Pro serve à développer une visibilité dans les médias (voir ci-dessus). Accueillir les médias, ça pourrait aussi élargir la portée de la journée, car « *au cours de cette journée, on est toujours entre nous* ».

Quelqu'un propose que la Journée Pro débouche sur une action qui puisse avoir lieu le jour même, avec une portée politique et médiatique. C'est précisément le jour où tout le monde est rassemblé qu'il est plus facile de concevoir/réaliser ce genre d'action.

Plusieurs des actions concrètes proposées par les participants (cf. Ch IV ci-dessous) intègrent la nécessité d'une action continue, pour que la Journée Pro ne soit pas un « One Shot », mais qu'au contraire elle ait une action pérenne sur les participants qui le souhaitent.

(4) Franchir une nouvelle étape en matière d'actions

Plusieurs participants au Café Citoyen expriment leur volonté de changer de registre d'action, d'aller vers quelque chose de plus offensif. Sinon, à quoi bon ?

Un participant dit : « *Nous, les CC, on est des Bisounours !* » (dans les rapports avec les politiques).

Une autre : « *On est toujours le nez dans le guidon (à essayer de s'en sortir). Il faut passer à autre chose (à une autre attitude).* »

Une troisième exprime son ras le bol du manque de résultats : « *Tant qu'on y est, allons nous crasher tous ensemble, une fois pour toutes, et puis on verra enfin et on nous entendra enfin !* » C'est ce que quelqu'un nomme le « *syndrome du Bois du Cazier* » : ce n'est qu'après la catastrophe qu'on prend les mesures qui s'imposent.

Une participante aimerait « *foutre la trouille* » à tous ceux qui ne se rendent pas compte de l'utilité de la culture, par exemple en donnant à voir ce que c'est que la non-culture, à quoi ressemblerait un monde sans culture (capsules vidéos, actions diverses, ...)

Cf. ci-dessous le ch. IV, reprenant les propositions d'actions.

III. Contradictions et clivages au sein du groupe

Le Café Citoyen n'a pas permis de dégager une belle unanimité et un « front uni » en matière d'actions concrètes, portées par les participants eux-mêmes.

Cela s'explique notamment par 2 raisons « techniques » :

- le format : beaucoup de participants et très peu de temps
- la méthode d'encadrement : une parole laissée globalement très libre, favorisant les controverses, laissant encore moins de temps pour les activités de brainstorming plus structuré.

Mais cela tient aussi (et surtout) à 2 raisons « de fond » :

- plusieurs contradictions et clivages au sein même des participants
- un ras-le-bol partagé

Ces contradictions, ces clivages et ce ras-le-bol chez les participants dépassent le cadre du Café Citoyen, et conditionnent toutes les actions futures menées en faveur des Centres Culturels. D'où l'intérêt d'en tenir compte ...

Individuel ou Collectif ? Local ou Global ? Mobilisation de proximité ou de masse ?

Certains participants analysent la situation des CC et proposent des actions en insistant sur la **dimension globale** du problème, de la crise vécue. Ces participants sont enclins à **dépasser les revendications sectorielles**, pour rejoindre des mouvements plus larges, des **mobilisations élargies** (à d'autres secteurs, à d'autres domaines d'activité). Certains proposent de rejoindre des mobilisations de masse (manifestations).

Par exemple, quelqu'un dit : « Défendre le secteur des CC tout seul, ça n'a pas de sens : d'abord on passe très vite pour des corporatistes, on se fait discréditer et on est très mal reçu ; ensuite, nous sommes trop petits pour avoir du poids ; enfin, ça n'a aucun sens de se défendre tout seul alors que la même situation est vécue par beaucoup d'autres (dans d'autres secteurs et d'autres domaines.) Donc il faut élargir nos revendications, en évitant surtout les revendications « techniques » qui nous isolent des autres. »

A l'inverse, d'autres participants insistent sur la nécessité pour chacun d'**agir à sa mesure**, en invoquant la responsabilité individuelle du directeur ou de l'animateur du CC. L'accent est alors mis sur le choix et sur les manières de **fonctionner au quotidien**.-

Par exemple : « Chacun à son niveau peut incarner les valeurs du nouveau décret. Moi, j'ai le sentiment que je les incarne. Quand je vais à la rencontre d'un jeune qui est en plein décrochage identitaire, par exemple. (...) Ça pose aussi la question de « A qui on s'adresse dans son Centre Culturel » (...) En fait, chacun peut s'ouvrir, et ça commence par bêtement s'ouvrir à son voisin. ! »

Naturellement, les deux sensibilités sont complémentaires, mais il faut absolument en tenir compte quand il s'agira de concevoir des actions, sous peine de se couper de l'une ou de l'autre.

Par exemple, une participante réussit cette synthèse : « Parfois, on est toujours dans nos idées de Mai '68, avec nos envies de solidarité, etc. Mais ce qui touche les gens, désormais, c'est ce qui les touche individuellement. Et souvent, malheureusement, on ne réagit que quand on est soi-même touché, pas avant. Moi je dirais : Accordons-nous le temps de nous parler, de nous voir. (...) Accordons-nous le droit de dire les choses : à un collègue, à quelqu'un de l'ASTRAC, à un journaliste. Ce qu'il faut éviter, c'est que chacun (dans son coin) sombre dans une résignation, un ressassement. »

Cibler le politique ou cibler les médias ou cibler la population ?

Cette contradiction/ce clivage ont déjà été mis en évidence au sujet de la visibilité des Centres Culturels et de leurs missions (voir ci-dessus, Ch. II). Globalement, la contradiction s'exprime entre des participants qui ont chacun une préférence pour certains interlocuteurs plutôt que pour d'autres.

Ainsi, certain(e)s se sentent plus attirés par la confrontation avec le monde politique (et d'abord, la Ministre et son Cabinet), d'autres sont plus enclins à intervenir dans les médias, et d'autres encore préfèrent la rencontre de la population.

La difficulté est de combiner l'action de ces différents élans, au service d'une cause vraiment commune. Dans la conception d'une action, cette contradiction n'est pas simple à résoudre.

Quand elle n'est pas résolue, le mouvement reproduit en son sein l'absence de dialogue entre « la tête » et « le corps »... qu'il avait commencée par dénoncer chez d'autres.

Une stratégie mesurée ou une stratégie de rupture?

Cette contradiction/ce clivage a été déjà évoqué également, au détour d'une série de commentaires retranscrits.

Ces commentaires se sont particulièrement exprimés au début du Café Citoyen (v. ci-dessus Ch. I), mais aussi à propos des actions à développer pour prolonger celles de l'Astrac (v. Ch. II, « Franchir une nouvelle étape en matière d'actions »).

Le Café Citoyen a mis en évidence la division de l'assemblée sur ce point : d'une part, des partisans d'une ligne « de rupture » (manifestations, provocations, désobéissances) ; d'autre part, des personnes qui doutent de l'efficacité de ces moyens, ou qui privilégient une ligne « de continuité » avec quelques adaptations (« plus de » ceci ou « moins de » cela).

Ce clivage se traduit dans les actions proposées (v. ci-dessous Ch. IV)

Un « Ras-le-Bol » partagé

Au delà des contradictions et des clivages évoqués, il reste un sentiment général de « Ras-le-bol », partagé par tous les participants au Café Citoyen. D'ailleurs, si celui-ci a accueilli environ le double de personnes qu'initialement prévu, c'est probablement parce qu'il offrait un espace où ce « Ras-le-Bol » pouvait s'exprimer.

Même si l'objectif du « Café Citoyen » était bien de concevoir une série d'actions concrètes, il a été impossible d'ignorer l'état de tension de l'assemblée, notamment après la Plénière de la matinée.

A noter : la tension est inversement proportionnelle à la créativité. En d'autres termes, plus on est sous-pression, plus on est porté à réagir en utilisant un répertoire de solutions déjà connues (pour parer au plus pressé)... en étant moins disponibles pour inventer des voies vraiment nouvelles.

Un bon moyen de stimuler la créativité d'une personne ou d'un groupe est donc de travailler à relâcher la pression vécue par cette personne ou ce groupe (contrairement aux discours actuellement dominants).

IV. Actions proposées par les participants au « Café Citoyen » :

Les propositions suivantes émanent directement des participants au Café Citoyen.

Seuls ou par petits groupes, il les ont formulées sur des post-it, qui ont ensuite été déposés sur une table au centre du cercle.

Chaque personne était invitée à prendre connaissance des propositions sur les post-it, et à marquer d'un trait celle(s) qu'elle retenait comme la (les) plus pertinente(s).

Les actions proposées reflètent les directions prises par les retours sur les activités présentes et futures de l'ASTRAC, présentées plus haut.

Les actions marquées en bold sont celles qui ont retenu le plus de voix de soutien.

A noter qu'il a été demandé clairement que chacun(e) propose une action qu'il/elle était prêt(e) à assumer personnellement. A priori, donc, ces actions sont susceptibles d'être mises en place par des individus ou des groupes porteurs.

Actions centrées sur la COMMUNICATION

- Concevoir et rédiger un message commun (expliquant la situation et les revendications des CC) : ce message serait relayé/diffusé par tous les CC, sur différents supports, lors des événements, etc. Ce message serait diffusé en direction du politique (et des médias) mais aussi en direction du citoyen.
- « *Travailler sur le symbolique* », à travers une communication sous forme d'images/ logos (cf. l'action « 2 x + 2 kultur »).
- « *Travailler sur la communication à destination du grand public* », par exemple avec la réalisation de capsules télé, diffusions diverses, ...
- Une campagne de communication de type « *sécurité routière* » montrant à quoi ressemble « *un monde sans culture* » (plutôt en mode « trash », histoire de réveiller « en flanquant la trouille »)

Actions centrées sur l'IMPLICATION SUR LE TERRAIN

- « *Offrir des espaces citoyens, centrés sur l'écoute des citoyens* » et « *ensuite, les diffuser/les faire valoir auprès des pouvoirs publics* »
- Inviter la Ministre à venir « *vivre une journée en Centre culturel* ».
- Participer massivement à la *Grande Parade de Tout Autre Chose* le 20 mars 2016. En outre, les CC pourraient contribuer à la bonne organisation de cette parade, en ouvrant certains de leurs locaux pour accueillir la conception des décors et déguisements des participants à la Parade. (invitation de Saskia Simon, de *Tout Autre Chose*, coordinatrice de la Grande Parade).
- « **Construire/rejoindre une action collective à visée globale sur la société (pas seulement le secteur socioculturel) :**

POURQUOI ?

Pour défendre la qualité de vie des travailleurs du secteur et des gens quels qu'ils soient !! (emplois corrects & suffisants, justice sociale, droits sociaux, santé, droit d'expression) : défense d'une société plus juste où la culture n'est pas accessoire.

COMMENT ?

Rédaction d'une lettre-type (sorte de manifeste), illustrée chaque jour d'un exemple différent : à faire envoyer signée chaque jour par une personne différente.

VERS QUI ?

***les politiques (tous !!)
les réseaux pros et les réseaux sociaux
les Médias Affichages en rue et dans nos CC***

Actions « DE RUPTURE »

- « Inonder de lettres le Ministère, le Cabinet, la Presse » (lettres plutôt que mails, car ceux-ci peuvent être bloqués/éliminés immédiatement et sans effort),
- Des « *happenings* » : un entartage (« soft ») de la Ministre lors de plusieurs de ses apparitions, ou un chahut équivalent,
- « **Organiser un ramassage de miettes toutes les semaines et les envoyer (par courrier) aux politiques** »,
- « **Un peu de désobéissance civile** » dans l'écriture du « plan quinquennal » des CC (plan d'Act. Cult.), « **par exemple le budget à 5 ans : pourquoi accepter de nous soumettre à une telle exigence au milieu de tant d'incertitudes ?** ».

V. Conclusions

Le Café Citoyen n'a pas débouché, comme on aurait pu le souhaiter, sur des pistes d'actions fermes et concrètes soutenues par la totalité des participants.

Comme le souligne Delphine Masset :

En premier lieu, « on n'a pas pu (ou pas voulu en si peu de temps) identifier clairement l'intention du groupe (ayant choisi de participer au Café Citoyen) : était-ce en priorité un désir de communication/revendication/mobilisation générale vis-à-vis du message « une autre société est possible » ? Ou la volonté de défendre plus particulièrement le secteur?

Les deux sont ressortis... et nous n'avons pas eu le temps de détailler ou éclaircir le débat. (Mais) mon observation personnelle étant quand même que le groupe a penché durant la dernière phase (des post-it) davantage pour des actions concrètes de représentation du secteur.»

En deuxième lieu, comme déjà formulé plus haut, « la méthode tour de parole-débat collectif a eu (selon moi) tendance à opposer les gens et leurs propositions.... ce qui n'est pas toujours constructif: on a l'impression de faire des allers-retours alors que si chacun s'exprimait en son nom, peut-être qu'une piste émergerait petit à petit... » Il serait donc intéressant d'expérimenter d'autres formules de Café Citoyen, avec d'autres méthodes.

Enfin, en troisième lieu, à propos des actions proposées, « nous n'avons pas eu le temps de confronter les 3 propositions concrètes qui sont ressorties du vote avec le groupe, on ne sait donc pas jusqu'à quel point les gens étaient investis dans ces propositions... »

Tout ceci étant dit, comme on l'a détaillé dans ces pages qui précèdent, les échanges ont permis à beaucoup des personnes présentes d'exprimer des ressentis et des propositions multiples. Celles-ci ouvrent une série de pistes à suivre... ou au moins à ne pas ignorer.

Pour finir, il faut impérativement replacer le Café Citoyen du 26 janvier 2016 dans le contexte global de la journée, et dans le contexte plus large de la situation difficile des CC.

Cela permet de formuler brièvement la **conclusion** suivante :

Si, lors des échanges et des rencontres entre les représentants des Centres culturels et l'autorité ministérielle qui les évalue et les finance...

- ... il n'est pas possible de rencontrer la Ministre compétente,**
- ... il n'est pas possible d'obtenir des informations sur les décisions à venir,**
- ... il n'est pas « correct » d'interpeller le représentant de la Ministre absente,**

alors un « Café Citoyen » de 2h00 restera avant tout une « chambre d'enregistrement des inquiétudes » (inquiétudes qui n'ont pas pu s'exprimer et être entendues ailleurs).

Il semblerait donc bienvenu, soit de changer le cadre de négociation avec l'autorité, soit de se donner les moyens et le temps d'un véritable « processus citoyen », récurrent et pérenne.